



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

13 novembre 2015

Les actualités économiques et sociales dominant l'agenda de la presse écrite, de ce jour. Parmi les sujets qui ont particulièrement retenu l'attention des quotidiens figurent la signature de l'Accord de partenariat entre Madagascar et l'Union européenne, plus précisément les déclarations sur la fragilité de la situation économique du pays et l'exécution d'un autre individu par les éléments de l'opération Fahalemana.

Collectivités Territoriales Décentralisées

LES MAIRES FORMÉS EN LEADERSHIP

Lors de la dernière rencontre entre le manager de la Banque Mondiale et le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, il a été décidé que des formations en leadership seront octroyées aux maires et à leurs collaborateurs. Les maires et conseillers municipaux de 7 communes du district Atsimondrano dont Ambavahaditokana Itaosy figurent ainsi parmi les premiers bénéficiaires. Roger Mahazoasy, Directeur de la coopération intercommunale au sein du département de l'Intérieur, était en charge de la formation de ces élus. Mis à part le leadership, le recouvrement fiscal, le RRI ou Rapid Results Initiatives et la prévention des problèmes récurrents du non-paiement de salaires ont également été abordés durant la formation bloquée. (Les Nouvelles p.3)

AUDIT FINANCIER POUR LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

Tous les services de la Municipalité d'Antananarivo font actuellement l'objet d'un audit financier et ce, suite aux plaintes du staff du maire de la CUA à propos d'importants problèmes financiers. Pourtant d'après un proche collaborateur de Lalao Ravalomanana, il ne s'agit que d'un audit systématique de début de mandat. D'ailleurs, la mairesse de la capitale avait promis de gérer son institution dans la transparence lors de sa campagne électorale, soutient la source approchée par Madagascar Laza. Par ailleurs, le budget 2016 de la CUA est fin prêt et ne devrait pas tarder à être soumis au Conseil municipal. Le quotidien estime que les conseillers qui se disent de l'opposition, plus précisément Lalatiana Ravololomanana et Lalatiana Rakotondrazafy, auront certainement leur mot à dire (p.3)

Processus électoral

CANDIDATURE POUR LES SENATORIALES : LES PARTIS POLITIQUES MAJEURS PATAUGENT

Jusqu'à hier, aucune liste n'a encore été déposée à l'Organe de Vérification et d'Enregistrement de Candidature de la province d'Antananarivo, confie le premier responsable de l'OVEC Soanaivo Jacob Rajaobelina. Ce retard peut notamment s'expliquer par les difficultés rencontrées par les formations politiques dans la sélection de leurs candidats. Pour le cas du HVM, Rivo Rakotavao a déclaré que les listes étaient déjà prêtes, cependant certains noms feront encore l'objet de concertation entre le Président de la République et le bureau politique du parti. D'un autre côté, les choix du président fondateur du TIM, basés notamment sur les vice-présidents régionaux, font l'objet d'une forte contestation de la part des militants du parti. Certains aspirants candidats ont même déjà rameuté leurs sympathisants devant la résidence de l'ancien Chef d'Etat, confie un ténor du parti. Cette frustration de l'entourage de Marc Ravalomanana aurait débuté avec la nomination de certaines personnalités composant l'équipe de son épouse au sein de la Commune d'Antananarivo. Ils reprocheraient en effet à l'ancien Président de manquer de reconnaissance envers ses fidèles partisans car il ne cesse de porter son choix sur des personnalités « invisibles » lors des moments difficiles traversés par le parti. Pour apaiser la situation, Marc Ravalomanana multiplie les réunions

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



avec son bureau politique, comme cela a été le cas hier à Faravohitra, afin de réviser les listes déjà établies.

(L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.3)

- Au cours d'une visite auprès de l'OVEC d'Antananarivo, le parti MAPAR a dénoncé le délai trop restreint pour le dépôt de candidature pour les sénatoriales. A entendre les leaders de cette plate-forme politique, il s'agit d'un moyen visant à éliminer les candidats potentiellement éligibles. (La Vérité p. 3)
- Toujours pas de candidats aux sénatoriales pour la province d'Antananarivo fait remarquer Madagascar Matin. On a l'habitude de se bousculer au dernier moment, opine le quotidien (p.3)

LES COMMUNALES PARTIELLES CE JOUR

Jour-J pour les élections communales partielles qui se tiennent au niveau de 18 communes, au lieu de 19 comme il a été initialement décidé par les Tribunaux Administratifs. En effet, le Conseil d'Etat a annulé hier l'élection prévue se tenir dans la commune rurale de Vineta Andamasiny, district de Sakaraha, validant par conséquent le résultat annulé par Tribunal Administratif de Tuléar. Quant aux résultats provisoires officiels de ces communales partielles, la CENI-T prévoit dans son chronogramme qu'ils seront connus le 19 novembre. « Les préparations se sont bien déroulées. Il ne devrait pas y avoir de problème », a souligné hier le président de la Commission électorale de la Transition, Ndriana Mamy Ralaiariliva. Reste à savoir si les nouveaux maires et conseillers municipaux élus à l'issue de ces communales partielles pourront participer aux sénatoriales du 29 décembre. (Midi Madagasikara p.3 ; Madagascar Laza p.3)

Relations internationales

SIGNATURE DE L'ACCORD ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET MADAGASCAR MALGRE LES DIFFICULTES

La signature du nouvel accord de partenariat entre Madagascar et l'Union Européenne est confirmée pour le 23 novembre prochain et ce, malgré la fragilité de la situation socio-économique de la Grande Ile. L'ambassadeur de l'Union Européenne en poste dans la Grande île, Antonio Sanchez-Benedito, a en effet confirmé la signature du Programme Indicatif National (PIN) qui se tiendra à Bruxelles. Ce document constituera la base de la coopération entre les deux parties pour les 5 ans à venir, avec une enveloppe de 518 millions d'Euros à clé. « Les conditions sont remplies pour la signature de l'Accord. Ce que nous souhaitons cependant, c'est la poursuite d'un dialogue politique franc et constructif avec le gouvernement malgache », a déclaré le Chef de la délégation de l'UE. Malgré la concrétisation de cet accord, l'ambassadeur de l'UE a fait part de ses préoccupations quant à la situation de la Grande île, pour ne citer que les questions sécuritaires, la lutte contre la corruption, la fragilité des conditions sociales de la population et la situation politique instable. « Les rapports ne sont pas très positifs », a-t-il souligné comme pour contredire le discours optimiste tenu par le PRM qui a mis en avant les réalisations de son régime. La date des premiers décaissements des fonds de l'UE n'est toutefois pas encore connue. « Ne vous étonnez pas si les décaissements n'interviennent pas immédiatement », déclare Claudia Wiedey-Nippold, directeur de l'UE pour la corne de l'Afrique, de l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Laza p. 2 ; L'Observateur p.2)

- L'Union Européenne a blâmé le régime Rajaonarimampianina opine Midi Madagasikara, en se référant à la déclaration d'Antonio Sanchez-Benedito selon laquelle la situation économique et sociale malgache reste fragile. (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **La Gazette de la Grande Ile** met l'accent sur les déclarations du Chef de la Délégation de l'Union Européenne portant sur la nécessité de concrétiser les réformes dans le domaine de la gouvernance, de la stabilité et de l'impact social des programmes gouvernementaux et plus particulièrement, sur la remarque selon laquelle la Grande île figure parmi les 5 pays les plus pauvres du monde (p.4)
- Les fonds du 11^{ème} FED de l'Union Européenne ne sont donc pas prêts d'être débloqués conclut **La Vérité**, un fait qui ne fera qu'accentuer la difficulté financière rencontrée par l'Etat en ce moment. Le quotidien estime ainsi que la confiance des bailleurs de fonds n'est pas encore acquise. Pire, les partenaires financiers de Madagascar refusent de procéder à toute forme de décaissement. (p.3)
- Pour **Madagascar Matin**, si les bailleurs refusent d'ouvrir le robinet des aides et autres financements, c'est en raison du fait que le régime ne cesse de prendre ses décisions en cachette (p.3)
- Au regard des différentes déclarations, **Tia Tanindrazana** estime que le régime risque d'attendre en vain le décaissement des 518 millions d'Euros d'aides. Le quotidien suggère par conséquent aux dirigeants de se tourner vers d'autres bailleurs, tout en faisant remarquer que seul l'ancien Président Ravalomanana bénéficie de la confiance des bailleurs traditionnels (p.2-3)

Politique

ILES EPARSEES : LE PARTI OTRIKAFO SE REND A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le président national du parti Otrikafo, Rajaonah Andrianjaka, accompagné par le politicien Tsarahame Edouard, s'est rendu à l'Assemblée nationale en vue de rencontrer le président de la Chambre basse Jean-Max Rakotomamonjy pour discuter de la question des îles Eparses. Ils ont ainsi demandé à ce que le sujet des îles Eparses soit inséré dans l'ordre du jour de la session parlementaire ordinaire. Dans cette même optique, les associations Cercle de Réflexion pour l'Avenir de Madagascar et Emergence de Madagascar ont déposé une demande d'audience, hier, auprès du président de l'Assemblée Nationale. (Midi Madagasikara p. 2)

- **L'Express de Madagascar** s'est enquis de l'avis du Pr Raymond Ranjeva sur ce dossier délicat. L'ancien magistrat international a ainsi soutenu que la diplomatie discrète sera inefficace et souligne, par conséquent, la nécessité d'impliquer le peuple si la Grande île souhaite que ces îles lui reviennent car il s'agit d'une cause nationale (p.4)
- Au cours d'une interview accordée à **Les Nouvelles**, sur la question des Iles Eparses, le Chef de région Atsinanana Michel Talata a soutenu que les simples citoyens n'ont pas à torpiller les actions au sommet de l'Etat. « Il n'y a pas lieu de paniquer car de très hautes actions diplomatiques sont engagées pour la restitution de ces Iles », a-t-il soutenu. (p.2)
- Le politicien Tintin Ravonison appelle chaque foyer à hisser le drapeau national pour marquer son soutien à la revendication de la propriété des Iles Eparses. Il demande également aux dirigeants de lever le voile sur la propriété de ces îles. « S'il y a un contrat de vente ou de bail contracté avec la France, le peuple devrait être mis au courant », a-t-il soutenu. (Madagascar Laza p.3)

LOI DE FINANCES INITIALE 2016 : LES DEPUTES INSATISFAITS

La LFR 2015 et la LFI 2016 seront discutées en travaux de commission, ce jour et seront soumises pour adoption en séance plénière, mardi prochain. Les parlementaires auront certainement leur mot à dire sur ces projets de textes, estime **Les Nouvelles**. Le montant du budget dédié aux Collectivités Territoriales Décentralisées, qui s'élève à 200 millions d'Ariary par district, figure dans ligne de mire

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



des députés. Ils réclament effectivement qu'il soit doublé car ils estiment que cette somme est insuffisante pour concrétiser les différents projets communaux. De plus, les parlementaires exigent de gérer ce budget alloué aux collectivités décentralisées. « Nous sommes choqués de voir que ce financement de l'Etat sera géré par le Chef de région alors qu'il nous a toujours appartenu de le faire auparavant », a expliqué le député de Manakara Benja Urbain Andriantsizehena. Pour ce qui est des budgets ministériels, le parlementaire soutient qu'ils feront également l'objet de modifications car les départements stratégiques tels que celui de l'Education nationale ou encore de la Sécurité intérieure ne bénéficient pas de budgets adéquats. (p.3 ; La Vérité p.2 ; Madagascar Matin p.2 ; Tia Tanindrazana p.2)

Economie et société

LE PREMIER MINISTRE S'EXPRIME SUR LES EXACTIONS COMMISES PAR LES FORCES DE L'ORDRE

Jean Ravelonarivo a été questionné par un journaliste étranger à propos des nombreuses interpellations dénonçant l'existence d'exactions commises par les forces de l'ordre, notamment dans la région Sud de la Grande Ile. D'ailleurs, pas plus tard que lundi dernier, une quarantaine d'organisations de la société civile ont pointé du doigt les militaires, les accusant de procéder à des exécutions sommaires, voire des massacres. « Ce ne sont que des rumeurs. Madagascar est un pays qui respecte l'Etat de droit et qui est signataire de toutes les conventions internationales sur les droits de l'Homme », a répliqué le Premier ministre. Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, Béni Xavier Rasolofonirina a pourtant reconnu l'existence de « dérapages » de la part de ses éléments tout en assurant que des mesures ont été prises à l'encontre de ceux qui ont outrepassé la loi. Le CEMGAM a par ailleurs rejeté en bloc les accusations de la société civile, reprochant à cette dernière de manipuler les informations en faveur de ses intérêts vis-à-vis des bailleurs de fonds. « J'invite la société civile à apporter des preuves et à se porter partie civile. Nous sommes prêts à affronter la justice », a conclu le numéro un de l'armée. (L'Express de Madagascar, p. 5)

OPERATION FAHALEMANA : UN HOMME CONDAMNÉ A MORT PAR VOTE SECRET A ISANDRA

Un habitant du village de Beanana, dans la commune rurale d'Anjomo Itsara, district d'Isandra a été fusillé, mardi dernier, par 4 officiers de l'opération « Fahalemana », suite à un vote secret tenu la veille. Le maire de cette localité, plusieurs chefs fokontany, le commandant de la brigade territoriale de la gendarmerie locale, des notables et plus d'un millier de villageois ont pris part à ce fameux vote secret. L'homme en question a été pointé du doigt comme étant le dahalo le plus redouté de cette localité d'où sa condamnation à mort. Bien que cette exécution sommaire soit condamnée par la loi en vigueur et les différentes structures œuvrant pour la défense des droits de l'Homme, la population qui dit avoir été terrorisée par ce célèbre bandit félicite cette initiative des militaires de l'opération Fahalemana. Il s'agit du troisième cas similaire à être signalé, relate L'Express de Madagascar, après l'exécution d'un chef fokontany et d'un autre individu à Sendrisoa Ambalavao, Fianarantsoa. Interrogé sur ces affaires, le CEMGAM a expliqué que les informations reçues ont été vérifiées auprès du Fokonolona, selon lesquelles ces individus seraient de dangereux dahalo. Il précise également que pour le cas du dénomé Monja, l'homme abattu à Itsara, ce dernier aurait tenté de fuir contraignant ainsi ses éléments à le neutraliser. (p.9 ; Les Nouvelles p.5)

REHABILITATION DES RUES DE 67HA ET D'AMBODINISOTRY

Suite aux plaintes des usagers sur l'état désastreux des chaussées des quartiers d'Itaosy, d'Ambodinisotry et de 67Ha, des tronçons de route ont été réhabilités par le ministère des Travaux publics. Le coût total des travaux entrepris sur ces trois axes s'élève à 1 milliard d'Ariary. Pour le cas d'Ambodinisotry, ce tronçon avait fait l'objet d'une réhabilitation l'année dernière mais la chaussée

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



n'a pas résisté aux eaux stagnantes, a expliqué le ministre des Travaux publics Roland Ratsiraka, lors d'une descente sur les lieux hier. De son avis, cela est dû aux constructions illicites et aux problèmes d'évacuation d'eau. Ainsi, le MTP envisage de travailler étroitement avec la Commune Urbaine d'Antananarivo pour veiller à la pérennisation des infrastructures routières et au curage des canaux d'évacuation. Roland Ratsiraka a précisé que ces initiatives visent à aider la CUA dans sa mission d'entretien du réseau routier de la capitale car elles ne relèvent pas normalement de son département qui s'occupe davantage des routes nationales (**Les Nouvelles p.18 ; Midi Madagasikara p.5**)

- Durant sa visite du chantier d'Ambodinisotry, le ministre des Travaux publics a réitéré qu'il incombe à tout un chacun de prendre soin des infrastructures publiques. Il a également insisté sur le respect des textes en vigueur par les usagers de la route et a ainsi proposé la mise en place de sanctions financières sévères contre ceux qui enfreignent les règles. (**Madagascar Laza p.2**)

GREVE DES TRANSPORTEURS A LA GARE ROUTIERE FASAN'NY KARANA

Les transporteurs opérant sur l'axe Antananarivo-Antsirabe ont observé une grève d'avertissement hier, à la gare routière d'Ankadimbahoaka, pour dénoncer les abus de pouvoir perpétrés par les agents de la Cellule d'Intervention Routière (CIR), organe mixte mis en place par le ministère des Transports. Selon le témoignage d'Arthur Razakamahefa, conducteur de taxi-brousse, une trentaine de véhicules est mise en fourrière chaque jour par les éléments mixtes de la CIR et ce, pour des motifs insignifiants. Sur un trajet de 135 kilomètres, les transporteurs en commun régionaux passent par au moins 14 points de contrôle. Ainsi, les coopératives de transport exerçant sur cet axe réclament la dissolution de la CIR et la détermination des règles de la circulation sur les routes nationales. Les transporteurs grévistes prévoient d'interrompre la liaison Antananarivo-Antsirabe si aucune disposition n'est prise par les autorités par rapport à leurs revendications, dans les prochains jours. (**Madagascar Laza p. 4**)

Un peu d'humour



La Vérité p.4

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

